

Coupe d'été : « Faire des mèches rapporte plus que de les couper »... La coloration, indispensable des coiffeurs

CINQUANTE NUANCES DE BLOND Colorer les cheveux ou décolorer les mèches pèsent un tiers du chiffre d'affaires des salons de coiffure en moyenne. Une nécessité économique qui doit néanmoins entamer à son tour sa révolution pour survivre



La coloration va-t-elle sauver les salons de coiffure ?

Canva

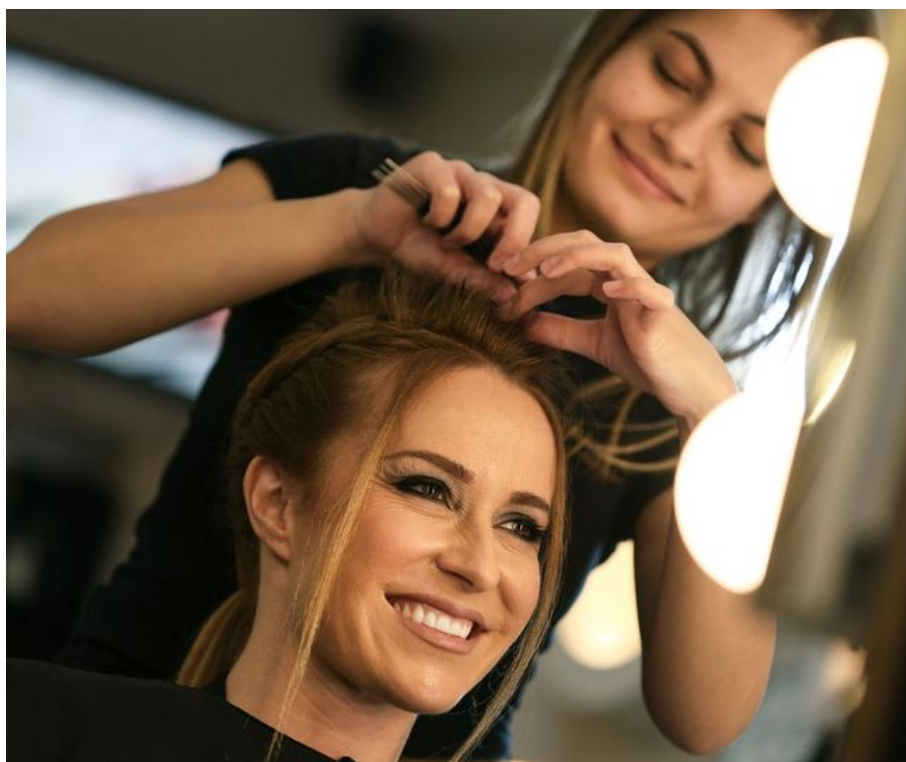
- C'est l'été et devant ce beau soleil (promis, il est de retour cette semaine pour la majorité du pays), de nombreux Français et Françaises sont tentés de se faire une couleur pour briller davantage dans le ciel bleu.
- Une envie qui ravit les salons de coiffure, pour qui la coloration représente une partie très importante du chiffre d'affaires, et s'avère bien plus rentable que les banals coups de ciseaux.
- Mais le secteur, en crise, connaît également « un tassement » du nombre de colorations, un peu passées de mode depuis le Covid et autres confinements.

De 2016 à 2018, [le Real Madrid](#) réussit l'exploit de remporter trois coupes d'Europe de football consécutives, faisant naître le mythe de « Ronaldo mèches blondes ». La légende raconte que quand l'attaquant portugais se teint les mèches de devant - sa routine [capillaire](#) du printemps, le Real écrase le continent. Un conte dont se souvient très bien Mathieu. Non pas que le Nîmois soit particulièrement *madrisdista* dans l'âme, mais [son salon de coiffure](#) *En tête toute* avait lui aussi connu son âge d'or : « Tous les jeunes - mon public cible - voulaient la même coupe que leur idole. Et faire des mèches, ça rapporte plus que de les couper ».

Cinq ans plus tard, [Cristiano Ronaldo](#) a quitté Madrid et le blond mais la coloration, elle, continue de faire la pluie et le beau temps économique dans les salons de coiffure. Comptez un tiers du chiffre d'affaires chez *Le Saint Louis*, à [Brest](#) (Finistère). Un bilan similaire chez l'Union nationale des entreprises de coiffure (Unec). Son président, [Christophe Doré](#) - ça ne s'invente pas - fait le calcul : « La coloration représente entre 22 et 25 % du chiffre d'affaires des coiffeurs, auquel on peut ajouter les 7 à 8 % pour les décolorations et les mèches ». Un tiers au total, le compte est bon.

Plus de techniques, plus de rentabilités

À l'inverse, la coloration ne représente « que » 10,5 % des coûts pour les salons de coiffure en moyenne, soit un gain énorme selon Stéphanie Prat-Eymeric, secrétaire fédérale coiffure et esthétique pour le syndicat Force ouvrière. Pour l'experte, pas de doute : « La coloration reste l'un des processus les plus rentables et lucratifs ». L'équation de la coiffure peut se résumer simplement : plus c'est technique à réaliser et plus ça rapporte gros.



Loin des sourires d'autrefois, le monde de la coiffure traverse en réalité une sacré crise, entre inflation, Covid et humeur maussade de la population. - Canva

Christophe Doré rajoute une couche : « C'est un indispensable des salons de coiffure, on ne peut s'en passer ». Encore moins maintenant, où, loin des teintes blond platine, le milieu est plus en train de broyer du noir. Dans les six premiers mois de l'année, 602 procédures de liquidation, de redressement judiciaire et de sauvegarde ont été ouvertes. Soit 181 % de plus qu'en 2021, selon le cabinet Altares, qui n'exclut pas que le chiffre monte à 1.000 d'ici fin décembre.

Plus que 4 passages chez le coiffeur par an pour les femmes

Cette situation tendue n'étonne pas Emilie, coiffeuse chez *Monsieur et Madame* à Lyon (Rhône). Elle-même l'a bien remarqué, entre le Covid, [l'inflation](#) et la mauvaise humeur sociale du pays, « les clients espacent de plus en plus leur prestation. Une personne qui venait tous les mois passera désormais toutes les six semaines ». L'Unec estime qu'en moyenne les femmes font quatre visites annuelles, et six pour les hommes. Des chiffres au plus bas.

Seule consolation pour la coiffeuse : « En venant moins, les clients sont moins regardants sur la dépense » et vont rayer des options les coiffures trop simplistes. Fini le coup de ciseau juste pour égaler la frange, il s'agit de marquer l'évènement - à tout hasard, se refaire une couleur. La coloration apparaît justement comme le parfait compromis pour le client, estime Nathalie, du *Saint-Louis*. Un peu cher et avec un effet suffisant pour justifier le déplacement, mais pas excessivement coûteuse non plus pour [le client](#). « On constate depuis l'inflation pas mal de renoncement à des techniques plus poussées et plus chères, comme les balayages ou les mèches, pour opter pour de "simples" colorations globales ». Moins chères, plus faciles à entretenir et plus durables.

Chassez le naturel, il revient aux ciseaux

Durer est désormais devenu l'impératif d'un passage chez le coiffeur. « Les clients et clientes reviennent à des couleurs beaucoup plus naturelles afin de moins marquer la différence avec leurs vrais cheveux, et ainsi de ne pas avoir à revenir trop souvent », note Emilie. « Le châtain naturel a notamment la côte ». Même constat chez Jimmy, dont les coups de ciseaux officient à *Tête-à-Tête* (Canet-en-Roussillon, Pyrénées-Orientales). Ici, on y vient dès le début des vacances d'été afin de parfaire sa couleur au soleil. Mais là aussi, « la coloration se veut moins extravagante qu'avant. On opte pour des teintes plus réalistes et plus vraies », loin du blond peroxydé d'autrefois.

Un naturel qui intervient même dans le choix des matières, puisque la coloration végétale a particulièrement la côte. Pour Christophe Doré : « C'est tout un secteur qui entame sa révolution pour s'adapter aux nouvelles attentes et rester dans les tendances ». Car la coloration, elle aussi, vit une légère crise. La part de son chiffre d'affaires a perdu quelques pourcentages. « Un petit tassement d'un 1 ou 2 % », estime le président de l'Unec.

Sois vieille et aime-toi

Le coupable est tout trouvé : [le Covid](#). Pendant des semaines, privés de coiffeurs, Français et Françaises ont bien dû composer avec leur vraie couleur, où pour celles et ceux qui avaient eu la bonne idée de passer se refaire les tifs quelques jours avant la date fatidique, a minima leurs vraies racines. De quoi habituer la population et faire un grand pas dans l'acceptation du cuir chevelu tel qu'il est. « Notamment pour le cheveu blanc, qui n'est plus un tabou sociétal », note Pascale Hébel, économiste spécialisée dans le comportement des consommateurs et directrice associée du cabinet de conseil en marketing C-Ways.



Vous reprenez bien une petite couleur ? - Canva

Conclusion : « Là où le vieillissement de la population aurait dû représenter une opportunité économique pour le secteur, ce n'est plus une évidence ». Autre potentiel facteur explicatif : l'essor du féminisme. Après un bouquin de Virginie Despentes et un autre de Mona Chollet, Céline, 62 ans, a décidé de ne plus colorer ses cheveux : « Il faut s'aimer comme on est. Après tout, les hommes ne se colorent pas ».

Si la période actuelle n'est donc pas des plus faciles, aucun salon interrogé ne parle de catastrophe, et la France compte plus de 100.000 salons de coiffure, 6.000 de plus qu'en 2021 et trois fois plus qu'en [Angleterre](#) pour le même nombre d'habitants. À Nîmes, Mathieu espère en secret avoir trouvé un nouveau Ronaldo : le film [Barbie](#), qui a dépassé le milliard de dollars au box-office. « De quoi peut-être relancer les colorations platine » et le chiffre d'affaires.

Nouvelles habitudes, fin des aides de l'État... De plus en plus de coiffeurs contraints de fermer boutique



Le pays comptait un peu plus de 87.320 coiffeurs salariés actifs en 2020, un chiffre en chute de 14% depuis dix ans. gemenacom / stock.adobe.com

Les salons de coiffure ont beau se multiplier, le secteur n'est pas au beau fixe. Victime de l'inflation et du manque de talents, les établissements n'ont d'autres choix que de s'adapter pour survivre.

2023, « *annus horribilis* » pour les coiffeurs? Entre le 1er janvier et le 30 juin, les procédures de liquidation, de redressement judiciaire et de sauvegarde des salons de coiffures ont [bondi de 50% par rapport à l'année précédente, selon le cabinet d'étude Altarès](#). Avec 600 défaillances enregistrées à ce jour, 2023 pourrait battre le triste record de l'année 2015, au cours de laquelle plus de 1000 salons avaient été contraints de mettre la clé sous la porte.

Les raisons de cette débâcle? À en croire les professionnels, elles sont multiples. Avec le retour des charges sociales et le remboursement du prêt garanti par l'État, les salons les plus fragiles sont confrontés aux conséquences de la perfusion d'aides publiques mise en place pendant les confinements de 2020 et 2021. Pour [Christophe Doré](#), président de l'Union nationale des entreprises de coiffure (Unec), « *le secteur se régule* » après les années exceptionnelles liées au Covid. Et si cette « *régulation* » peut sembler brutale, le représentant la juge indispensable. « *Il faut parvenir à un nombre de professionnels en adéquation avec le marché, sinon le métier va se paupériser* », martèle-t-il, avant de concéder que les établissements de coiffures sont « *certainement trop nombreux en France* ». L'Unec en dénombrait un peu plus de 100.000 en 2021, quand le secteur en comptait « *à peine* » 74.000 dix ans plus tôt.

Une concurrence féroce

« Il y a eu un nombre exponentiel de créations d'entreprises dans la foulée du Covid. Les Français ont été attirés par le travail indépendant, notamment dans la coiffure », décrypte Christophe Doré. Porté par cet engouement, le contingent de microentrepreneurs s'est envolé: le régime rassemble près de 30% des établissements du secteur. Une concurrence trop forte pour les salons traditionnels ? « Ce qui est certain, c'est que nous regardons cela de près. La coiffure est le secteur dont la part des microentrepreneurs est la plus importante. Or ce sont des établissements qui ne forment pas, tandis que la coiffure est avant tout un métier de transmission », grince Christophe Doré. Concurrence d'autant plus féroce que les nouveaux venus se concentrent essentiellement dans les grands centres et dans les villes moyennes de plus de 50.000 habitants, quand les salons ruraux continuent eux à se raréfier.

À en croire le président de l'Unec, les coiffeurs traversent donc une mauvaise passe, mais qui ne serait que « conjoncturelle ». « Il n'y a pas de quoi s'inquiéter outre mesure », insiste Christophe Doré, qui se réfère, à titre d'illustration, à la grande hécatombe de 2015, elle aussi passagère. Son relatif optimisme n'est pourtant pas partagé par l'ensemble de la profession. « Ce n'est que le début », alerte Jacques*, gérant d'un établissement de coiffure parisien. Ce coiffeur de métier a posé ses valises dans le 9^{ème} arrondissement de Paris, passage Jouffroy. « J'ai ouvert il y a huit mois à peine et ce qui me frappe avant tout, ce sont les changements d'habitudes des clients », note-t-il, inquiet. Victime d'un pouvoir d'achat contraint, le coiffeur ne figure plus dans les postes de dépenses prioritaires. « Même mes clients, plutôt aisés pour la plupart, espacent leurs visites. Avant, ils venaient chaque mois, maintenant quatre fois dans l'année à peine », déplore-t-il.

Si les clients se font plus rares, les charges, elles, s'envolent. La facture d'électricité en particulier. Quand il ne pourra plus bénéficier du bouclier tarifaire de l'État, Jacques payera 600 euros d'énergie par mois. « C'est intenable », se lamente celui qui n'est pas parvenu à se verser de salaire depuis huit mois. Comme nombre de ses confrères, Jacques est victime de l'« effet ciseau »: minées par une activité insuffisante, les marges et la trésorerie s'effritent, alors que les charges - énergie, intérêt, fournisseurs - augmentent. « Les chiffres d'affaires ne bougent pas tellement car les coiffeurs augmentent leurs prix, mais les marges diminuent », reconnaît de son côté le patron de l'Unec.

Autre hic, et pas des moindres, les candidats ne se bousculent pas au seuil des salons de coiffures. Tout comme la restauration, le secteur de la coiffure souffre d'une pénurie de talents, aggravée par la crise sanitaire. L'Hexagone comptait un peu plus de 87.320 coiffeurs salariés actifs en 2020, un chiffre en chute de 14% depuis dix ans. « C'était déjà dur de trouver il y a dix ans, mais là c'est carrément mission impossible », soupire Jacques. Sans compter que la nouvelle génération de coiffeur est bien plus à cheval sur les heures et sur la paie que ses prédécesseurs. « Les candidats demandent de plus en plus d'argent, c'est une catastrophe, tance le responsable. Les employeurs potentiels étant numériquement plus nombreux que les candidats, ils vont au plus offrant ».

Panne d'attractivité

Même les apprentis, qui ont depuis toujours fait vivre la profession, font défaut. Sur son site Internet, l'Unec indique que « la coiffure a perdu plus de 50% de ses effectifs en formation depuis 2008 ». La faute, peut-être, à des minimums de branche restés relativement bas, malgré de récentes revalorisations négociées par les syndicats. Ou bien est-ce la pénibilité du métier, la charge des horaires? « Tout cela est difficile, mais il y a des solutions pour renforcer l'attractivité de la profession: améliorer la formation, en l'axant sur l'entrepreneuriat, ou offrir des perspectives à l'international, par exemple », assure Henri Viot, PDG de la chaîne Mod's hair. Pour l'heure, ce sont surtout les généreuses primes versées par l'État en faveur de l'apprentissage qui semblent porter leurs fruits. Le nombre d'apprentis dans les filières de la coiffure commence à remonter, ce qui laisse espérer une légère embellie dans les années à venir.

Car le salon de coiffure restera un commerce de proximité incontournable, inflation ou non. Pour sauver les meubles, les établissements n'auront d'autres choix que de miser sur l'excellence. « Les clients viennent moins souvent, mais quand ils

viennent, ils veulent la totale, c'est-à-dire une attention et un service de qualité », explique le patron de Mod's Hair. La profession se transforme et tend vers davantage d'exigence. « Être le meilleur coiffeur aujourd'hui, ça ne suffit plus », corrobore Pascal. Il faut avoir un vrai dynamisme, une vraie force de travail, et savoir manier les outils digitaux ». Le coiffeur de 58 ans tient Google pour l'un des principaux enjeux du métier. « Sans une bonne note sur Google, vous êtes fini ». « Comme toujours, il faut s'adapter pour survivre », conclut Henri Viot.

Pourquoi les salons de coiffures font-ils faillite en France ?



Pourquoi les salons de coiffure font faillite en France ? Getty Images

Nouvelles routines capillaires, télétravail, inflation... Les Français se rendent de moins en moins dans les salons de coiffure. Plus de 600 d'entre eux ont déjà fait faillite depuis le début de l'année.

Assumer ses [cheveux](#) blancs, accepter leur texture naturelle, réduire les traitements chimiques... La routine capillaire des Françaises a été bouleversée ces dernières années depuis la pandémie de Covid-19. Entre celles qui ont cédé à la tendance de la «[cure de sébum](#)» et ont réduit la fréquence de leurs [shampoings](#), celles qui prônent des rituels de soin plus naturels ou encore, celles qui ont décidé de laisser pousser leurs racines grisonnantes, les femmes ont revu leurs façons de soigner et coiffer leur chevelure. Globalement, elles se rendent moins souvent chez le [coiffeur](#) désormais, d'après les chiffres de fréquentation de Christophe Doré, président de l'Union nationale des entreprises de [coiffure](#) (**Unec**), qui comptabilise seulement quatre visites annuelles pour les femmes (contre six pour les hommes).

L'expert pointe notamment les effets de l'inflation et des nouvelles habitudes prises avec le confinement et le télétravail. Un constat que partage Carole Cuach, coiffeuse depuis plus de 18 ans. Dans son petit salon à la devanture rose situé près de la place de la Nation à Paris, elle observe «un changement de stratégie» de la part de ses habituées. «J'ai par exemple une cliente qui venait toutes les deux à trois semaines pour refaire sa [couleur](#), aujourd'hui elle a changé de style capillaire pour revenir au blanc naturel, donc elle n'a plus à venir autant», raconte-t-elle à l'AFP.

«Un pic historique de défaillances»

Après les confinements successifs obligeant leur fermeture, puis la hausse du coût de l'énergie et la baisse du pouvoir d'achat, les salons de coiffure n'ont pas été épargnés par les difficultés depuis trois ans. À tel point que le nombre de ces

établissements en faillite est en nette augmentation depuis le début de l'année. Entre le 1er janvier et le 30 juin, 602 procédures de liquidation, de redressements judiciaires et de sauvegarde ont été ouvertes devant les tribunaux de commerce, selon le cabinet de données d'entreprise Altares. Une hausse de 49% par rapport à la même période de 2022, et même de 181% par rapport à 2021. Selon Thierry Millon, directeur des études chez Altares, «un pic historique de défaillances, dépassant largement le millier de procédures» n'est pas à exclure d'ici la fin de l'année 2023, révèle-t-il à l'AFP. Depuis vingt-cinq ans, cette barre symbolique n'avait été dépassée qu'une seule fois, en 2015.

Il y a un grand nombre d'établissements de coiffure qui se sont créés, mais peut-être qu'il y en a trop CHRISTOPHE DORÉ,
PRÉSIDENT DE L'UNEC

Toutefois, Christophe Doré n'y voit «rien d'alarmant», mais plutôt une «régulation» du secteur. «Depuis le Covid, il y a un grand nombre d'établissements de coiffure qui se sont créés, mais peut-être qu'il y en a trop», analyse-t-il. À l'époque, ces lieux de beauté qui avaient tant manqué à certaines durant la pandémie étaient pris d'assaut à l'aube du déconfinement. Aujourd'hui, la France compte plus de 100.000 d'entre eux (incluant les sociétés de coiffeurs à domicile), contre 85.000 il y a cinq ans, d'après les données de l'Unec. «Ce n'est pas en multipliant les salons qu'on arrivera à mieux se partager le gâteau», ajoute son président.

Les petits salons plus touchés

Les clientes des grandes enseignes classiques et des salons haut de gamme n'ont pas de quoi se faire des cheveux blancs, car ceux-ci ne sont pas les plus concernés. Selon Thierry Millon, les établissements les plus vulnérables sont «des salons indépendants, de petite taille avec en général moins de trois salariés», situés dans des villes moyennes ou des métropoles. «Pas particulièrement riches, avec une marge pas hyper importante», ces salons souffrent de la concurrence locale, notamment des grandes chaînes, et se retrouvent dans «l'impossibilité de faire face à des difficultés durables», explique-t-il à l'AFP.

Les instituts beauté souffrent également d'une situation similaire mais dans une proportion moindre, selon le cabinet Altares. Celui-ci a dénombré 389 défaillances parmi ces établissements au premier semestre, en hausse de 30% par rapport à la même période de 2022.



Diaporama : 35 photos :

https://i.flg.fr/media/cms/240x240_cropupscale/2022/07/20/b7288bf2a302ffe28382d39cf4a706a40811e2e31251441cc64d2bb97161106d.jpg

France : pourquoi les salons de coiffure font-ils faillite ?



France : pourquoi les salons de coiffure font-ils faillite ? - © Imaxtree

En France, plus de 600 salons de coiffure français ont mis la clé sous la porte au cours des six derniers mois. Zoom.

Les salons de coiffure français sont en difficulté. C'est en tout cas ce que nous démontre ce chiffre historique dévoilé par le cabinet Altares : du 1^{er} au 30 juin 2023, 602 procédures de liquidation, de redressement judiciaire et de sauvegarde ont été enclenchées. Ce chiffre représente déjà une hausse de 49% par rapport à l'année 2022, pire encore de 181% par rapport à 2021, et ce, en seulement 6 mois. « Sur la totalité de l'année 2023, je n'exclus pas que nous touchions un pix historique de défaillances, dépassant largement le millier de procédures », imagine Thierry Millon, directeur des études chez Altares, interrogé par l'AFP. Un chiffre qui avait déjà été dépassé en 2015, avec 1089 défaillances. Mais alors, quelle est la raison d'une si grande difficulté ? Il semblerait que les facteurs soient multiples.

Pourquoi les salons de coiffure en France sont-ils en difficulté ?

D'abord, les salons de coiffure sont de plus en plus présents sur l'ensemble de l'Hexagone : plus de 100.000 établissements de coiffure contre 85.000 il y a cinq ans, d'après les données de l'Union Nationale des entreprises de coiffure (Unec). Une véritable concurrence s'est donc peu à peu installée ces dernières années. C'est en tout cas ce qu'affirme Christophe Doré, Président de l'Unec toujours pour l'AFP : « Depuis le Covid, il y a un grand nombre d'établissements de coiffure qui se sont créés, mais peut-être qu'il y en a trop. Ce n'est pas en multipliant les salons qu'on arrivera à mieux se partager le gâteau ». Ajoutez à cela, la conjoncture actuelle qui ébranle les établissements avec en première ligne la hausse du coût de l'énergie et

la baisse du pouvoir d'achat des ménages.

Coiffure printemps-été 2023 : les coupes de cheveux tendances



2023 : annus horribilis pour les coiffeurs ?

Les salons de coiffure subissent le contrecoup de la crise du Covid. La baisse de fréquentation des salons rend la situation encore plus compliquée.



Les salons de coiffure sont en crise, entre inflation et trop-plein de boutiques. © HENDRIK SCHMIDT / DPA / dpa Picture-Alliance via AFP

Covid, inflation, concurrence... Les facteurs sont multiples mais la crise persiste chez les coiffeurs, relate *La Dépêche*. D'après les propos de Christophe Doré, président de l'Union nationale des entreprises de coiffures (Unec), un salon sur cinq serait « en souffrance ». Le cabinet Alters détaille 459 défaillances d'entreprises dans le secteur au deuxième trimestre 2023, soit 120 de plus que sur la même période l'an passé. Si l'on compte en semestre, les défaillances ont augmenté de 40 %.

Toutefois, ce phénomène n'est pas complètement nouveau, comme l'explique Christophe Doré, pour qui le ralentissement existait déjà avant le Covid. Selon lui, les chiffres de défaillances n'ont augmenté que de 10 % à 20 % par rapport à 2018 ou à 2019. Le représentant de l'Unec ne voit pas dans cette période compliquée une « crise », il préfère parler de « moment difficile ».

Plusieurs facteurs

Comment expliquer ces difficultés en série ? D'abord, l'inflation touche de plein fouet les coiffeurs, que ce soit directement (par le prix de l'énergie) ou indirectement (le coût de la vie ayant augmenté, le passage chez le coiffeur devient moins systématique). Surtout, les effets indirects de la crise du Covid commencent à se faire ressentir. Si pendant le deuxième confinement, les salons avaient pu rester ouverts, ils avaient également bénéficié des prêts garantis par l'État (PGE). Sauf qu'en 2023 les salons doivent rembourser cet argent avancé. Le Covid a également eu un impact sur la clientèle. « Les gens se rendent moins dans les salons. Pour les femmes, notamment, si elles ne vont pas au bureau, elles ne se sentent pas obligées d'avoir le brushing fait. Personne ne le verra », fait remarquer Christophe Doré.

Enfin, un dernier facteur joue un rôle important : la trop grande concurrence. En 2014, il existait 80 000 salons. Neuf ans plus

tard, le nombre est passé à 100 000. « C'est trop ! » tonne le président de l'Unec. Un phénomène pourtant en progression : le nombre d'ouvertures de salon a encore augmenté depuis le Covid...



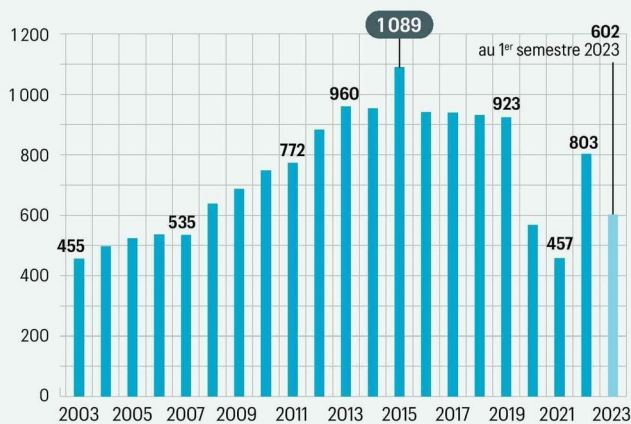
ÉCONOMIE

Ces salons de coiffure contraints de baisser le rideau

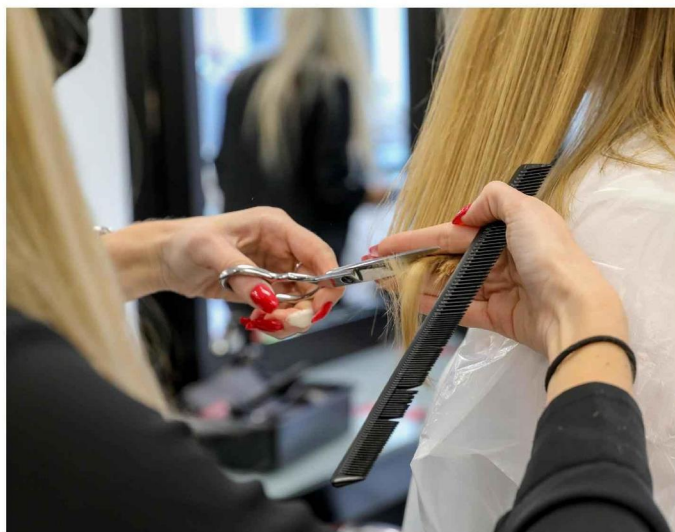
602 boutiques ont fermé en France depuis le début de l'année, selon une étude du cabinet Altares. En cause, une accumulation de difficultés pour ces indépendants, fragilisés par la crise du Covid.

Les fermetures en France depuis vingt ans

● Nombre de défaillances de salons de coiffure



Source : cabinet Altares. • Le Parisien-Infographie.



Avec l'inflation galopante, de nombreux clients renoncent au rendez-vous chez le coiffeur ou espacent le plus possible leur passage.

PHOTOPIRE • LAVOIX/ONDRO • THIERRY THOREL

Sandra Bouillard

« **NOUS N'AVONS** toujours pas retrouvé nos résultats d'avant-Covid », soupire Rosa Saraiva, gérante d'un salon situé à Verdun (Meuse), et représentante de l'Union nationale des entreprises de coiffure (Unec) dans le Grand-Est. Même si sa clientèle est fidèle, elle doit désormais faire des choix. Tandis que l'inflation augmente, les réservations sont de plus en plus espacées pour un même client. Le contexte économique contraint le budget des habitués aux dépenses les plus nécessaires.

D'après les chiffres du cabinet Altares, les faillites de salons de coiffure sont en nette augmentation. Du 1^{er} janvier au 30 juin, 602 procédures de liquidation, de redressement judiciaire et de sauvegarde ont été ouvertes devant les tribunaux de commerce, soit une hausse de 49 % par

rapport à la même période l'année dernière. Si l'évolution se poursuit à ce rythme, le chiffre 2023 pourrait approcher le record de 2015 (1 089 défaillances).

Des chiffres d'affaires qui dégringolent

« La contrainte pouvoir d'achat est encore très marquée en ce début d'été, relève Thierry Millon, directeur des études d'Altares. Les commerces non essentiels souffrent particulièrement d'un arbitrage de consommation devenu très défavorable aux dépenses de loisirs non programmées. »

Avec un budget serré, la clientèle préfère espacer les coupes de cheveux. C'est aussi l'économie de la débrouille qui prend le pas.

Parce qu'il faut quand même se coiffer, d'anciens se tournent vers des soins et des couleurs « à appliquer chez soi, vendus par des grossistes », raconte Sandrine, coiffeuse à Épinal (Vosges). La concurrence de ces produits de qualité professionnelle à destination des particuliers est devenue une réelle inquiétude pour elle. « On nous demande des années d'études pour faire correctement une couleur », contre un manuel lu en quelques secondes dans les boîtes vendues en supermarché bien moins cher qu'en salon, se désolé la

coiffeuse. Comptez minimum 60 € pour une couleur chez un professionnel, contre une vingtaine d'euros pour une coloration à faire soi-même.

La baisse du nombre de clients s'accompagne logiquement d'un résultat en dégringolade pour de nombreuses entreprises. « J'ai vu mon chiffre d'affaires baisser de 25 % », témoigne Pascal Leleu. Coiffeur depuis cinquante-trois ans, ayant participé aux plus grands concours de coiffure, y compris « la Coupe du monde » de sa discipline, il affirme « terminer [sa] carrière en lambeaux », à cause de l'angoisse du maintien en activité de son commerce.

À cela s'ajoute l'augmentation des charges : l'eau et l'électricité, mais aussi l'inflation sur les produits de coiffure, qui ont pris 10 % en un an, selon l'Unec. Le chef d'entreprise a aussi dû s'endetter pendant la crise du Covid. Il a souscrit un prêt garanti par l'État (PGE) de 15 000 €, qui doit désormais être remboursé. Son prêt, de 15 000 €, est devenu une charge supplémentaire sur le bilan comptable. Et, en fin de carrière, l'homme se demande même « comment vendre son affaire [dans] une situation économique aussi dégradée ». Idem pour Nina, une coiffeuse installée dans le centre de Paris qui a aussi souffert de « l'augmentation des charges cette

année », s'apprête à vendre son salon. Elle craint de ne pas réussir à trouver un repreneur, car « le marché est déjà saturé d'offres de coiffeurs qui veulent se débarrasser des contraintes de l'entrepreneuriat ».

Les difficultés que rencontrent les entreprises de coiffure sont le plus souvent les mêmes que de nombreuses TPE, qui n'ont toujours pas remboursé « la dette Covid », selon les mots de Jean-Guilhem Darré, secrétaire général du Syndicat des indépendants (SDI). « Les charges supplémentaires de l'inflation sur l'énergie et l'augmentation de la taxe foncière ne peuvent plus être absorbées », conclut-il.

La concurrence des autoentrepreneurs

Pour éviter les charges d'un fonds de commerce, nombre d'entre eux sont tentés par la microentreprise et se lancent à leur compte. Près d'un quart des coiffeurs pratiquent à domicile, selon le SDI. Leurs tarifs sont souvent moins élevés. Un autre facteur de la déperdition des petits salons.

À moins qu'il ne s'agisse d'une « régulation normale », si l'on en croit Christophe Doré, président de l'Unec. Il y a dix ans, la France comptait 80 000 salons de coiffure. Il y en a 20 000 de plus aujourd'hui. « 100 000 salons, ce n'est tout simplement pas tenable », conclut-il.

+ 10 %

La hausse du prix sur les produits de coiffure en un an

selon l'Union nationale des entreprises de coiffure

Famille du média : **PQR/PQD**
(Quotidiens régionaux)

Périodicité : **Quotidienne**

Audience : **1450000**

Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Edition : **14 aout 2023 P.6**

Journalistes : **S.B.**

Nombre de mots : **308**

RECRUTEMENT | Les patrons s'arrachent les cheveux

SUR LES TROIS SALONS que possède Sandrine, un seul embauche trois salariés, à Troyes (Aube). Le deuxième, dans la même ville, a dû fermer faute de main-d'œuvre. Le dernier est situé à Cannes (Alpes-Maritimes). Elle le gère seule. Depuis le Covid, elle constate avoir de « grosses difficultés pour recruter ». Selon elle, les mentalités ont changé depuis l'avènement du télétravail et de la flexibilité du travail.

« Aujourd'hui, on nous demande deux week-ends par mois de libre, ce qui n'était pas envisagé avant la crise », raconte-t-elle. Son entreprise faisait le plein chaque fin de semaine, et elle a refusé de limiter le nombre de mains disponibles pour travailler les samedis.

La cheffe d'entreprise craint de ne plus réussir à recruter face aux grosses franchises, qui proposent des roulements sur les jours de repos et des rémunérations plus importantes. Pour attirer les salariés, le groupe **Provalliance** (Franck Provost, Jean Louis

David ou encore Coiff&Co) n'hésite pas à proposer une prime de 1 000 € à chaque nouvel embauché. Une offre que ne peut se permettre Sandrine.

Prime à l'embauche

Pour Pascal, coiffeur à Paris, tous ces facteurs font que « le rapport de force a changé » entre employeur et employés. Ces derniers n'hésitent plus à « démissionner » quand les professionnels, eux, sont tentés par la microentreprise. Aujourd'hui, la moitié des coiffeurs travaillent seuls sans salariés. Et un quart à domicile selon le Syndicat des indépendants (SDI).

Nina, coiffeuse du centre de Paris, qui s'apprête à fermer son salon, réfléchit aujourd'hui à un format professionnel avec « moins de contraintes ».

« Le futur, c'est sûrement de faire des locaux partagés entre plusieurs autoentrepreneurs qui pourront partager les frais » tout en continuant à gérer leur temps et leur rémunération, projette-t-elle. **S.B.**



ÉCONOMIE

RECRUTEMENT Les patrons s'arrachent les cheveux

SUR LES TROIS SALONS que possède Sandrine, un seul embauche trois salariés, à Troyes (Aube). Le deuxième, dans la même ville, a dû fermer faute de main-d'œuvre. Le dernier est situé à Cannes (Alpes-Maritimes). Elle le gère seule. Depuis le Covid, elle constate avoir de « grosses difficultés pour recruter ». Selon elle, les mentalités ont changé depuis l'avènement du télétravail et de la flexibilité du travail.

« Aujourd'hui, on nous demande deux week-ends par mois de libre, ce qui n'était pas envisagé avant la crise », raconte-t-elle. Son entreprise faisait le plein chaque fin de semaine, et elle a refusé de limiter le nombre de mains disponibles pour travailler les samedis.

La cheffe d'entreprise craint de ne plus réussir à recruter face aux grosses franchises, qui proposent des roulements sur les jours de repos et des rémunérations plus importantes. Pour attirer les salariés, le groupe **Provalliance** (Franck Provost, Jean Louis

David ou encore Coiff&Co) n'hésite pas à proposer une prime de 1 000 € à chaque nouvel embauché. Une offre que ne peut se permettre Sandrine.

Prime à l'embauche

Pour Pascal, coiffeur à Paris, tous ces facteurs font que « le rapport de force a changé » entre employeur et employés. Ces derniers n'hésitent plus à « démissionner » quand les professionnels, eux, sont tentés par la microentreprise. Aujourd'hui, la moitié des coiffeurs travaillent seuls sans salariés. Et un quart à domicile selon le Syndicat des indépendants (SDI).

Nina, coiffeuse du centre de Paris, qui s'appête à fermer son salon, réfléchit aujourd'hui à un format professionnel avec « moins de contraintes ».

« Le futur, c'est sûrement de faire des locaux partagés entre plusieurs autoentrepreneurs qui pourront partager les frais » tout en continuant à gérer leur temps et leur rémunération, projette-t-elle. **S.B.**



Failites Les salons de coiffure en grande difficulté

→ Économie - P. 6



ISTOCK

ÉCONOMIE

Ces salons de coiffure contraints de baisser le rideau

602 boutiques ont fermé en France depuis le début de l'année, selon une étude du cabinet Altares. En cause, une accumulation de difficultés pour ces indépendants, fragilisés par la crise du Covid.

Sandra Bouillard

« **NOUS N'AVONS** toujours pas retrouvé nos résultats d'avant-Covid », soupire Rosa Saraiva, gérante d'un salon situé à Verdun (Meuse), et représentante de l'Union nationale des entreprises de coiffure (Unec) dans le Grand-Est. Même si sa clientèle est fidèle, elle doit désormais faire des choix. Tandis que l'inflation augmente, les réservations sont de plus en plus espacées pour un même client. Le contexte économique contraint le budget des habitués aux dépenses les plus nécessaires.

D'après les chiffres du cabinet Altares, les faillites de salons de coiffure sont en nette augmentation. Du 1^{er} janvier au 30 juin, 602 procédures de liquidation, de redressement

judiciaire et de sauvegarde ont été ouvertes devant les tribunaux de commerce, soit une hausse de 49 % par rapport à la même période l'année dernière. Si l'évolution se poursuit à ce rythme, le chiffre 2023 pourrait approcher le record de 2015 (1 089 défaillances).

Des chiffres d'affaires qui dégringolent

« La contrainte pouvoir d'achat est encore très marquée en ce début d'été, relève Thierry Millon, directeur des études d'Altares. Les commerces non essentiels souffrent particulièrement d'un arbitrage de consommation devenu très défavorable aux dépenses de loisirs non programmées. »

Avec un budget serré, la

clientèle préfère espacer les coupes de cheveux. C'est aussi l'économie de la débrouille qui prend le pas.

Parce qu'il faut quand même se coiffer, d'anciens se tournent vers des soins et des couleurs « à appliquer chez soi, vendus par des grossistes », raconte Sandrine, coiffeuse à Épinal (Vosges). La concurrence de ces produits de qualité professionnelle à destination des particuliers est devenue une réelle inquiétude pour elle. « On nous demande des années d'études pour faire correctement une couleur », contre un manuel lu en quelques secondes dans les boîtes vendues en supermarché bien moins cher qu'en salon, se désole la coiffeuse. Comptez minimum 60 € pour une couleur chez

un professionnel, contre une vingtaine d'euros pour une coloration à faire soi-même.

La baisse du nombre de clients s'accompagne logiquement d'un résultat en dégringolade pour de nombreuses entreprises. « J'ai vu mon chiffre d'affaires baisser de 25 % », témoigne Pascal Leleu. Coiffeur depuis cinquante-trois ans, ayant participé aux plus grands concours de coiffure, y compris « la Coupe du monde » de sa discipline, il affirme « terminer [sa] carrière en lambeaux », à cause de l'angoisse du maintien en activité de son commerce.

À cela s'ajoute l'augmentation des charges : l'eau et l'électricité, mais aussi l'inflation sur les produits de coiffure, qui ont pris 10 % en un an, selon l'Unec. Le chef

d'entreprise a aussi dû s'endetter pendant la crise du Covid. Il a souscrit un prêt garanti par l'État (PGE) de 15 000 € qui doit désormais être remboursé. Son prêt, de 15 000 €, est devenu une charge supplémentaire sur le bilan comptable. Et, en fin de carrière, l'homme se demande même « comment vendre son affaire [dans] une situation économique aussi dégradée ». Idem pour Nina, une coiffeuse installée dans le centre de Paris qui a aussi souffert de « l'augmentation des charges cette année », s'apprête à vendre son salon. Elle craint de ne pas réussir à trouver un repreneur, car « le marché est déjà saturé d'offres de coiffeurs qui veulent se débarrasser des contraintes de l'entrepreneuriat ».

Les difficultés que rencontrent les entreprises de coiffure sont le plus souvent les mêmes que de nombreuses TPE, qui n'ont toujours pas remboursé « la dette Covid », selon les mots de Jean-Guilhem Darré, secrétaire général du Syndicat des indépendants (SDI). « Les charges supplémentaires de l'inflation sur l'énergie et l'augmentation de la taxe foncière ne peuvent plus être absorbées », conclut-il.

La concurrence des autoentrepreneurs

Pour éviter les charges d'un fonds de commerce, nombre d'entre eux sont tentés par la microentreprise et se lancent à leur compte. Près d'un quart des coiffeurs pratiquent à domicile, selon le SDI. Leurs tarifs sont souvent moins élevés. Un autre facteur de la déperdition des petits salons.

A moins qu'il ne s'agisse d'une « régulation normale », si l'on en croit Christophe Doré, président de l'Unec. Il y a dix ans, la France comptait 80 000 salons de coiffure. Il y en a 20 000 de plus aujourd'hui.

« 100 000 salons, ce n'est tout simplement pas tenable », conclut-il.

+ 10 %

La hausse du prix sur les produits de coiffure en un an

selon l'Union nationale des entreprises de coiffure



PHOTOPOR/ « LA VOIX DU NORD »/THIERRY THOREL

Avec l'inflation galopante, de nombreux clients renoncent au rendez-vous chez le coiffeur ou espacent le plus possible leur passage.





Les salons de coiffure traversent une crise historique

Vidéo : https://www.bfmtv.com/economie/les-salons-de-coiffure-traversent-une-crise-historique_AV-202308100203.html

Baisses de prix, suppression de postes, extension des horaires de travail... les salons de coiffure tentent le tout pour le tout pour ne pas mettre la clé sous la porte.

Ils étaient des "commerces essentiels" pendant le confinement, trois ans plus tard ils connaissent un niveau de faillite quasi-historique.

Baisses de prix, suppression de postes, extension des horaires de travail... les salons de coiffure tentent le tout pour le tout pour ne pas mettre la clé sous la porte. Dans le XI^e arrondissement de Paris, le salon de Nicolas Waldorf, coiffeur et célèbre influenceur, est en grande difficulté.

"Ca a été trois mois à moins de la moitié des objectifs à un moment j'ai même fini à -40.000€ avant même d'avoir payé les salaires. Moi je ne me paye pas depuis un an et demi", explique-t-il.

Concurrence de plus en plus forte

Sur les près de 70.000 salons de coiffure en France, 602 sont en situation de défaillance au premier semestre. C'est une hausse de 181% par rapport à 2021. Un pic qui pourrait dépasser celui de 2015. La faute à une concurrence de plus en plus forte, surtout dans les villes moyennes et les métropoles, selon le président de l'Union nationale des entreprises de coiffure, Christian Doré:

"Il y a trop de salons de coiffure! Le marché doit se réguler, la France par rapport à l'Angleterre, il y a trois fois plus de salon de coiffure!"

Avec les hausses du coût de l'énergie et une baisse du pouvoir d'achat des ménages, les trésoreries des salons de coiffure s'effondrent. A quoi s'ajoutent les dettes: près d'un salon sur dix doit encore rembourser son PGE, accordé pendant le Covid.

LES SALONS DE COIFFURE EN SOUFFRANCE FACE À L'INFLATION ET AUX CHANGEMENTS D'HABITUDES DES CLIENTS



Un salon de coiffure à Paris, le 11 mai 2020 (illustration). - FRANCK FIFE / AFP

Les coiffeurs font face, eux aussi, à l'inflation et aux changements d'habitudes de leurs clients. Dominique témoigne au micro de RMC ce dimanche matin.

Vers une crise historique? Sur 100 000 salons de coiffure implantés en France, 1/5 serait en souffrance, selon l' *Union nationale des entreprises de coiffure* . Après avoir été considérés comme des commerces essentiels pendant la crise sanitaire, ils subissent désormais de plein fouet la [flambée des prix de l'énergie et font face à la baisse du pouvoir d'achat des ménages](#) .

Du 1er janvier au 30 juin, 602 procédures de liquidation, de redressements judiciaires et de sauvegarde ont été ouvertes. Soit une hausse de 181 % par rapport à 2021.

UNE CONSÉQUENCE DE L'INFLATION

Depuis 30 ans, Dominique lave, coupe et colore les cheveux de ses clientes. Seulement, depuis le [Covid-19](#) et la crise de l'inflation, il remarque leur changement d'habitude.

" La cliente aujourd'hui, elle espace ses visites. Avant elle venait toutes les 3 semaines, et aujourd'hui, elle espace jusqu'à 8 semaines. Et entre-temps, elle fait plus de couleurs toute seule, explique-t-il au micro de RMC.

Dominique a également vu ses coûts augmenter, entre le prix élevé du shampoing et des [factures d'énergies plus salées](#). Avant, il payait entre 250 et 300 euros par mois. Il en a désormais pour environ 360/450 euros par mois.

DES SALONS DE COIFFURE ENDETTÉS

Des difficultés qui s'expliquent aussi par une concurrence trop nombreuse et déloyale, selon Christophe Doré, président de l'Union Nationale des entreprises de coiffure. Près de 12 000 nouveaux salons se seraient implantés depuis le début de la crise sanitaire, proposant des tarifs à très bas coûts. S'ajoute à cela des dettes: près d'un salon sur 10 doit aussi encore rembourser son prêt garanti par l'état accordé pendant le Covid-19.

Pourquoi les salons de coiffure ferment à la pelle depuis janvier ?

Les salons de coiffure sont en train de traverser une crise historique. Après avoir été considérés comme des " commerces essentiels pendant la crise sanitaire, ils font désormais face à la flambée des prix de l'énergie et subissent la baisse du pouvoir d'achat des ménages de plein fouet.

" Il y a trop de salons de coiffure , s'époumonait Christophe Doré, le président de l'Union nationale des entreprises de coiffure, auprès de BFM Business le 10 août dernier. " Le marché doit se réguler, a-t-il insisté, prenant l'exemple de l'Angleterre, qui compte trois fois moins de salons que sa voisine la France. Et si Christophe Doré s'alarme, c'est parce que la profession est en péril. Trois ans après le confinement, alors que le gouvernement considérait les salons de coiffure comme des " commerces essentiels , ils sont à présent des centaines à fermer tour à tour.

Sur les 70.000 établissements que compte le territoire, 602 étaient en situation de défaillance au premier trimestre. Cela représente 181% de plus qu'en 2021. Plusieurs raisons à cela, en sus du trop grand nombre de salons dans les métropoles et les villes moyennes, à l'origine d'une concurrence accrue. D'abord, les hausses des prix de l'énergie ont considérablement fait gonfler le coût d'usage des salons. Ensuite, la baisse du pouvoir d'achat des ménages, frappés de plein fouet par l'inflation, notamment alimentaire et du carburant, a donné le coup de grâce aux exploitations.

Un salon sur dix doit encore rembourser les PGE

Interrogé par nos confrères, Nicolas Waldorf, coiffeur dans le 11^e arrondissement de la capitale et célèbre influenceur, raconte avoir passé trois mois " à moins de la moitié des objectifs. Dépité, il renchérit : " À un moment, j'ai même fini à -40.000 euros, avant même d'avoir payé les salaires. Moi, je ne me paye pas depuis un an et demi. Comme lui, les trésoreries de bon nombre de salons sont en grande difficulté, d'autant qu'il leur faut à présent rembourser les prêts garantis par l'État (PGE) qui leur ont été octroyés pendant la crise sanitaire. En tout, un établissement sur dix doit encore régler cette dette.



© amixstudio/Adobe Stock / CAPITAL

amixstudio/Adobe Stock



Inflation : les salons de coiffure sont en difficulté face à la perte de clients

Vidéo:

https://www.francetvinfo.fr/economie/inflation/inflation-les-salons-de-coiffure-sont-en-difficulte-face-a-la-perte-de-clients_6001574.html

[France 3](#) - M. Justet, S. Cardon, J. Pelletier, Y. Blombou

France Télévisions

Avec la crise du pouvoir d'achat, de nombreux Français font attention à leurs dépenses. Certains vont moins chez le coiffeur, alors la profession doit faire face à cette baisse.

En plein mois d'août, il n'est pas question pour Sabrina Rivet de fermer son salon de coiffure. Ce jour-là, elle attend dix clients. Ils sont essentiels à son activité. " *Je ne ferme pas, car je ne peux pas me le permettre. Si je ferme, je n'ai pas de quoi payer mes charges* ", explique-t-elle. En plus des charges, elle doit aussi verser un salaire à une employée, et également rembourser un crédit. Sa boutique avait ouvert juste avant le confinement.

Hausse des charges

Avec l'inflation, les Français ont changé leurs habitudes. " *Les clients viennent moins souvent, surtout avec l'inflation, notamment les femmes qui viennent moins souvent pour la couleur. Parfois, elles le font elles-mêmes et viennent juste pour la coupe* ", affirme Sabrina Rivet. La [baisse de fréquentation](#) va de paire avec une hausse des charges. " *Les effets, on les a comme toutes les autres entreprises (...) et puis il y a d'autres phénomènes sociétaux comme le télétravail* ", avance Christophe [Doré](#), président de l'Union National des Entreprises de la coiffure.

VIDÉO - Coiffeurs : pourquoi de plus en plus de salons font faillite

Le nombre de salons de coiffure devant mettre la clé sous la porte est en nette augmentation depuis le début de l'année.

Comment expliquer ce phénomène ?

Une équipe de TF1 s'est rendue auprès de professionnels et de leurs clients en Loire-Atlantique.

" *Le salon a fermé brutalement ses portes, nous en sommes profondément désolées* ", peut-on lire sur la vitrine de qui était encore il y a peu un salon de coiffure. De telles affichettes ne sont plus rares à Nantes. Un autre salon de coiffure du centre-ville a récemment fermé ses portes, et il n'est pas le seul. " *Quand on fait le tour, il y a beaucoup moins de salons, c'est plus compliqué de trouver un coiffeur, c'est sûr* ", constate une cliente dans le reportage de TF1 ci-dessus. *Forcément, le temps d'attente est plus long et du coup, il faut s'y prendre longtemps à l'avance*" pour un rendez-vous, ajoute-t-elle.

La profession est en crise. Nathalie Hervé est installée à Nantes depuis 33 ans. Comme beaucoup, elle ne parvient pas à recruter. Mais depuis quelques mois, ce sont les charges qui deviennent trop lourdes. " *Pour l'électricité, cette année, j'ai pris 45%, ce qui est énorme* ", soupire-t-elle. Une hausse parmi d'autres surcoûts qu'elle " *n'arrive pas reporter sur les tarifs* ". Nathalie a certes augmenté un peu ses prix, mais cela ne suffit pas. À l'inverse, les clients font aussi plus attention à leurs dépenses. " *Si je sais que je n'ai pas de rendez-vous, que je ne vois personne, je vais peut être tirer une ou deux semaines en plus. C'est vrai que c'est un coût quand on se fait bien coiffer* ", explique une cliente.

Les coiffeurs à domicile épargnés

Dans cet autre salon, à Saint-Sébastien-sur-Loire, la gérante voit bien, elle aussi, que ses clients ont changé leurs habitudes. " *Le taux d'inflation fait que, peut-être, elles font plus attention au coiffeur* ", souligne-t-elle. *Pour certaines, ça va être une priorité, pour d'autres non. Du coup, elles vont espacer leurs rendez-vous. Ce qui fait qu'à la fin de l'année, forcément, ça fait des visites en moins...* " Pour résister, les salons puisent dans leur trésorerie et misent sur leur clientèle fidèle. Ils doivent sans cesse innover pour rester attractifs.

De leur côté, les coiffeurs à domicile s'en sortent plutôt bien. " *Nous, à domicile, nous n'avons pas le coût de l'énergie évidemment, nous n'avons pas non plus le prêt garanti par l'État. Donc nous arrivons à nous maintenir. Il n'y a pas de baisse, il n'y a pas non plus d'augmentation. Le chiffre d'affaires est stable* ", assure Vincent Lefrançois, dirigeant fondateur du Club de la coiffure à domicile.

Du 1er janvier au 30 juin, 602 procédures de liquidation, de redressements judiciaires et de sauvegarde ont été ouvertes devant les tribunaux de commerce, selon le cabinet Altares. Une forte hausse par rapport à l'année dernière. " *Rien d'alarmant* ", a toutefois tempéré ce jeudi auprès de l'AFP Christophe Doré, président de l'Union nationale des entreprises de coiffure (Unec), disant y voir une "régulation" du secteur. " *Depuis le Covid, il y a un grand nombre d'établissements de coiffure qui se sont créés, mais peut-être qu'il y en a trop* ", a-t-il avancé. La France compte aujourd'hui plus de 100.000 établissements de coiffure, dont les deux tiers sont des salons (les autres étant principalement des coiffeurs à domicile), contre 85.000 il y a cinq ans, d'après les données de l'Unec.

VIDÉO. "La coiffure, on est au bout de la chaîne" : pourquoi les client.e.s boudent les salons

Video:

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/nouvelle-aquitaine/haute-vienne/limoges/video-la-coiffure-on-est-au-bout-de-la-chaine-pourquoi-les-client-e-s-boudent-les-salons-2826194.html>

Selon l'Insee, au premier trimestre 2023, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut a diminué de 0,4% par rapport au trimestre précédent. • ©L. Ragon, J-M. Arnal et M. Reiler - France 3 Limousin - France Télévisions

Clientèle en berne, charges en hausse et nouvelles habitudes depuis les confinements, les coiffeurs et coiffeuses connaissent de nouvelles difficultés. Dans le Limousin comme ailleurs, les professionnels se rendent bien compte de l'inflation et des changements de comportements de leurs clients.

Auparavant inévitable, le rendez-vous du mois chez son coiffeur n'est aujourd'hui plus du tout incontournable !

À Limoges, ils sont plusieurs à avouer ne plus se rendre aussi souvent qu'avant au salon. En cause, différentes habitudes adoptées depuis le **confinement** , mais surtout, **la hausse des prix**.

Pour tondre, j'en ai pour cinq minutes. Alors que si je vais chez le coiffeur, j'en ai pour 26-27 euros.

Limougeaud qui évite les salons de coiffure

France 3 Limousin



Selon l'Insee, au premier trimestre 2023, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut a diminué de 0,4% par rapport au trimestre précédent. • © J-M. Arnal - France 3 Limousin - France Télévisions

L'inflation et le coût de la vie...

Alors pour les coiffeurs et coiffeuses, les difficultés financières commencent à se ressentir, note la présidente de l' [Union nationale des entreprises de coiffure](#) de la Haute-Vienne, Dominique Barret-Thomas : *"On a observé une diminution des visites dans les salons de coiffure, due à l'inflation et au coût de la vie . Quelques-unes de nos entreprises sont vraiment en difficulté."*

Depuis l'effet Covid, on a beaucoup de clientes qui se sont laissé pousser les cheveux blancs.
Dominique Barret-Thomas, présidente de [l'Union nationale des entreprises de coiffure de Haute-Vienne](#).
France 3 Limousin

... auxquels s'ajoutent d'autres facteurs extérieurs

Depuis trois ans, les salons de coiffure n'ont en fait pas retrouvé leurs niveaux de fréquentation d'avant la crise sanitaire. Entre temps, **leurs charges, elles, ont augmenté** , comme dans de [nombreux commerces](#) .

Face à cette hausse, certains professionnels de la coiffure ont dû augmenter leurs prix au détriment de leur clientèle. Au contraire, d'autres ont fait le choix de ne pas répercuter ces hausses sur leurs clients, comme [Christian Navarre](#) , coiffeur à Limoges.



Certains professionnels ont fait le choix de ne pas augmenter leurs prix pour préserver leur clientèle. • © J-M. Arnal - France 3 Limousin - France Télévisions

Ce professionnel est bien conscient des difficultés de ses clients face à la hausse du coût de la vie : " *La coiffure, on n'est pas le premier métier demandeur, on est au bout de la chaîne.* "

On va chez le coiffeur pour se faire plaisir, si on n'a pas les moyens, on se fait plaisir plus tard.

Christian Navarre, coiffeur à Limoges.

France 3 Limousin

Pour ce professionnel, l'inflation n'est pas la seule cause du recul de sa clientèle : " *il y a plusieurs événements successifs, le Covid, les retraites, etc.* "

Dominique Barret-Thomas, elle, note des changements d'habitudes radicaux chez certaines de ses clientes : " *Depuis l'effet Covid, on a beaucoup de clientes qui se sont laissé pousser les cheveux blancs.* " Sans parler de celles et ceux qui ont profité des différents confinements pour **apprendre à se couper les cheveux eux-mêmes** , à moindre coût.

Seul signe positif pour le secteur, la **fréquentation de la clientèle masculine est en légère hausse** . Mais sera-t-elle assez importante pour sauver les établissements menacés de fermeture ?

Économie. Les salons de coiffure français confrontés à une hausse fulgurante de faillites en 2023



Les salons de coiffure en France ont connu un premier semestre difficile en 2023, avec une hausse marquée de 49 % des faillites par rapport à la même période en 2022. Les salons indépendants, de petite taille, et situés dans les villes moyennes et les grandes villes seraient les plus menacés.

Un début d'année délicat pour les salons de coiffure

Lors de la crise du Covid-19, les Français s'étaient rués dans les salons de coiffure à l'issue du premier confinement au printemps 2020, se rappelant au passage (pour ceux l'ayant oublié) à quel point les coiffeurs pouvaient être « [essentiels](#) », selon le terme consacré à l'époque.

Entre-temps, le contexte a changé et l'horizon s'est assombri pour les professionnels du cheveu. Selon des données publiées au début de ce mois d'août par le cabinet Altares, le nombre des faillites de salons de coiffure enregistré dans l'Hexagone du 1er janvier au 30 juin 2023 a connu une forte hausse évaluée à +49 % par rapport à la même période en 2022. En comparaison de l'année 2021, cette augmentation des défaillances chez les coiffeurs atteint même +181 % !

En valeur absolue, au cours de ce premier semestre 2023, la France a recensé l'ouverture de 602 procédures de liquidation, de redressements judiciaires et de sauvegarde.

Ce constat portant sur les six premiers mois de l'année n'a guère incité à l'optimisme Thierry Millon, directeur des études chez Altares, quant aux prévisions pour le deuxième semestre. « Sur la totalité de l'année 2023, je n'exclus pas que nous touchions un pic historique de défaillances, dépassant largement le millier de procédures », a-t-il anticipé.

En remontant dans le temps, aucune année au cours des 25 dernières écoulées n'avait présenté des chiffres de défaillances aussi mauvais que ceux de 2023, à l'exception de l'année 2015 et ses 1 089 défaillances de salons de coiffure.

« Trop » de salons de coiffure depuis la crise sanitaire ?

De tels chiffres représentent-ils une tendance de fond ou de simples difficultés conjoncturelles ? Le quotidien Sud-Ouest cite quant à lui les propos de Christophe Doré, président de l'Union nationale des entreprises de coiffure (Unec), qui ne voit « rien d'alarmant » dans cette situation mais plutôt une « régulation » du secteur. Selon lui, « depuis le Covid, il y a un grand nombre d'établissements de coiffure qui se sont créés, mais peut-être qu'il y en a trop ». « Ce n'est pas en multipliant les salons qu'on arrivera à mieux se partager le gâteau », ajoute-t-il.

Si l'Hexagone enregistre actuellement la présence de plus de 100 000 établissements de coiffure sur son sol d'après les données de l'Unec, les salons en représentent environ les deux tiers. Quant au tiers restant, il s'agit principalement de coiffeurs à domicile. Par ailleurs, ce nombre était évalué à 85 000 cinq ans auparavant...

Tous les salons de coiffure français courent-ils les mêmes risques de faillites ? Pas vraiment si l'on en croit Thierry Millon, pour qui les « salons indépendants, de petite taille avec en général moins de trois salariés » sont les établissements les plus vulnérables. D'autant plus lorsqu'ils sont situés dans des villes moyennes ou des grandes villes car la concurrence est souvent rude dans ces secteurs et ils doivent également rivaliser avec les salons de coiffure des grandes chaînes.

Des changements d'habitudes dictés par l'inflation

La concurrence n'est toutefois pas la seule raison avancée pour expliquer cette mise en difficulté de nombreux salons de coiffure à travers le pays.

Après avoir subi les confinements, le couvre-feu ou encore la hausse du coût de l'énergie, les coiffeurs français doivent désormais composer avec l'inflation, synonyme d'une baisse du pouvoir d'achat pour leur clientèle habituelle. Un phénomène qui a des conséquences bien réelles : selon Christophe Doré, le nombre moyen de visites annuelles pour les femmes (quatre) comme pour les hommes (six) dans les salons de coiffure est en baisse depuis plusieurs mois tandis que certains clients ont changé leurs habitudes de coiffure afin de réaliser des économies.

Un manque à gagner qui pèse d'autant plus sur les trésoreries des salons de coiffure n'ayant pas encore remboursé [les prêts garantis par l'État](#) (PGE) accordés pendant la période du Covid. Entre 2020 et 2021, plus de 18 000 établissements de coiffure en auraient ainsi bénéficié.

Crédit photo : [pxhere.com](#) (CC0 Domaine public) (photo d'illustration)

[cc] [Breizh-info.com](#), 2023, dépêches libres de copie et de diffusion sous réserve de mention et de lien vers la source d'origine

Les salons de coiffure font face à une énorme vague de faillites, du presque jamais-vu !



Depuis le début de l'année, plus de 600 salons connaissent des difficultés. Dues à l'inflation, à l'augmentation du coût des charges, mais également à la pandémie et à une concurrence toujours plus accrue, indique Le Figaro.

De plus en plus de salons de coiffure mettent la clé sous la porte. C'est le constat fait par le cabinet d'étude Altarès, cité par [Le Figaro](#), mercredi 9 août. Au premier semestre de cette année, plus de 600 salons sont entrés en déficit, soit 50% de plus que l'an dernier, souligne le quotidien. Une lancée qui pourrait battre le record établi en 2015, où plus de 1 000 salons avaient dû tirer le rideau définitivement. Ces difficultés s'expliquent par de nombreux facteurs, dont une concurrence de plus en plus féroce, rapporte [BFMTV](#).

Boostés par les confinements, pendant lesquels ils cochaient la case de "commerce essentiel", les établissements ont fleuri un peu partout en France, jusqu'à l'indigestion. *"Il y a trop de salons de coiffure ! Le marché doit se réguler. La France par rapport à l'Angleterre... il y a trois fois plus de salons de coiffure !"*, a ainsi regretté Christophe [Doré](#), président de l'Union nationale des entreprises de coiffure, auprès de la chaîne d'information. Selon lui, cette mauvaise passe est néanmoins nécessaire pour réguler le nombre de coiffeurs dans l'Hexagone.

Procédures de liquidation, redressements judiciaires... Une crise historique touche les coiffeurs

Au cours des six derniers mois, 602 défaillances de salons de coiffure ont été enregistrées en France. Le secteur pourrait atteindre, voire dépasser le record absolu de 2015.

"Tout devient difficile. Avec le Covid les Français ont changé leurs pratiques et on sent les répercussions sur notre chiffre d'affaires", souffle Christine Constant, gérante depuis 35 ans d'un salon de coiffure à Saint-Florent-sur-Cher, au sud de Bourges, alors que plusieurs de ses collègues ont déjà mis la clé sous la porte.

Selon une étude du cabinet Altares, 602 procédures de liquidation, redressements judiciaires et de sauvegarde ont été ouvertes devant les tribunaux de commerce entre le 1er janvier et le 30 juin. Cela représente une hausse de 49 % par rapport au premier semestre de 2022 et même de 181 % par rapport à la même période en 2021. Si la tendance se confirme, un pic historique pourrait être atteint en 2023. Jusque-là, la barre symbolique des 1.000 défaillances n'a été dépassée qu'en 2015, avec précisément 1.089 procédures.

Confinement, couvre-feu, hausse des coûts de l'énergie : les salons n'ont pas été épargnés par les difficultés depuis trois ans. L'inflation de ces derniers mois et la baisse du pouvoir d'achat des ménages n'ont rien arrangé.

"On ne perd pas trop de clients, mais ils viennent moins souvent. Par exemple, les femmes ne font plus leurs couleurs toutes les trois semaines mais toutes les cinq semaines dorénavant."

Pour lui, les difficultés résultent aussi des prêts garantis par l'Etat (PGE), accordés durant le Covid et qu'il faut maintenant rembourser : "Certains coiffeurs n'ont plus les moyens et c'est la faillite... "

Christine Constant, représentante de l'Union nationale de coiffure (Unec) dans le Cher pointe également du doigt la "concurrence déloyale" des barbiers : "On ne peut pas rivaliser avec une coupe à 10 euros". Les barbiers tout comme les coiffeurs à domicile prennent également davantage une partie de leur clientèle. "Il faut le même rapport de force, une concurrence oui, mais loyale", poursuit-elle. "Face à cette concurrence nouvelle qui propose des coupes moins cher, c'est à nous de nous démarquer", ajoute Laetitia Desguers, co-présidente de l'UNEC des Hautes-Pyrénées. Bien qu'elle assure être moins touchée dans son département que le sont certains de ses collègues.

Les centres de soins et de beauté sont dans une situation similaire dénombrant 389 défaillances parmi ces établissements au premier semestre, soit une hausse de 30 % par rapport à la même période de 2022.

Autre facteur avancé pour expliquer la crise : avec 70.000 salons recensés en France, il y a embouteillage. "Le marché doit se réguler. En France par rapport à l'Angleterre, il y en a trois fois plus de salons de coiffure!", expliquait Christophe Doré, le président de l'Unec, ce jeudi sur BFM TV.

"C'est vrai surtout en milieu urbain, les établissements sont les uns sur les autres", déplore Laetitia Desguers.



[Visualiser l'article](#)

" C'est la crise" : les salons de coiffure français ferment les uns après les autres

Le secteur de la coiffure traverse une passe difficile en France, avec un nombre très important de dépôts de bilan depuis le début de l'année. En cause, une baisse de la clientèle dans un contexte d'inflation et de changement des habitudes.



[Courrier international](#)



Un coiffeur pour hommes à Hyères, le 25 mars 2023. photo MAGALI COHEN/Hans Lucas/AFP

" C'est la crise dans le monde de la coiffure en France , [signale The Times](#) . Alerté par les déclarations d'un coiffeur-influenceur-animateur français, le quotidien britannique remarque un phénomène de plus grande ampleur dans la profession :

" Un nombre record de salons devraient fermer cette année.

Alors que le titre constate que les Françaises se rendent plus souvent chez le coiffeur que leurs homologues des pays d'Europe du Nord, la clientèle française est en baisse.

En cause notamment, la [pandémie de Covid](#) -19, durant laquelle les salons de coiffure ont fermé leurs portes, et provoqué des

changements d'habitudes chez leur clientèle féminine, qui représente le plus gros du chiffre d'affaires de la profession. "
Certaines femmes sont revenues à leur couleur naturelle et d'autres ont espacé leurs rendez-vous de coloration.

Trois fois plus de salons qu'en Grande-Bretagne

Mais les confinements successifs ont également poussé de nombreux coiffeurs à contracter des emprunts proposés par l'État, qu'ils peinent aujourd'hui à rembourser. Après des mois avec une inflation à un haut niveau et des dépenses du quotidien qui s'alourdissent, les visites au salon de coiffure ne sont pas la priorité des consommateurs.

Résultat, près de 600 établissements ont déjà mis la clé sous la porte depuis le début de l'année, et le nombre de fermetures pourrait dépasser le record établi en 2015. D'après Christophe Doré, président de l'Union nationale des entreprises de coiffure, l'offre et la demande ne sont tout simplement pas concordantes :

" Il y a trop de salons en France.

Et d'ajouter : *" Le marché doit s'autoréguler. C'est incroyable, la France compte trois fois plus de salons de coiffure que la Grande-Bretagne.*

Près de 50% des salons de coiffure sont en faillite, une crise historique en France



Les salons de coiffure traversent actuellement une crise historique. Baisse de fréquentation, inflation, concurrence : les raisons pour lesquelles les coiffeurs sont en faillite sont nombreuses.

Les temps sont durs pour les coiffeurs. Trois ans après les confinements liés à l'épidémie de Covid-19, les salons de coiffure sont en faillite et traversent une crise historique. En France, on compte près de 70 000 [salons de coiffure](#) et 49% d'entre eux sont en faillite par rapport à la même période en 2022.

Selon les coiffeurs, les raisons d'une telle crise sont nombreuses. Pendant le Covid-19, des entreprises ont reçu un PGE, une aide financière délivrée par l'État. Cependant, de nombreux salons de coiffure n'ont pas encore fini de rembourser leur prêt.

Une crise historique chez les coiffeurs

Les coiffeurs sont également confrontés à l'[inflation](#) et à l'augmentation du coût de l'énergie et des matières premières, ce qui augmente le trou dans leur budget. Ils font face à une baisse de fréquentation à cause de la diminution du pouvoir d'achat des ménages. Enfin, la concurrence est de plus en plus forte chez les [coiffeurs](#).

" Ce qui me préoccupe principalement, c'est l'explosion de la création d'auto-entreprises de coiffure. Il y a trop de salons de coiffure ! Le marché doit se réguler. Il y a trois fois plus de salons de coiffure en France par rapport à l'Angleterre , a indiqué Christophe [Doré](#), le président de l'Union nationale des entreprises de coiffure.



Crédit photo : iStock

En effet, de nouveaux salons s'installent partout en France et proposent des prix attractifs et défiant toute concurrence, ce qui met à mal les tarifs habituels proposés par les coiffeurs. Pour tenter de s'en sortir, les professionnels multiplient les astuces pour attirer la clientèle et renflouer leurs caisses en baissant leurs prix, en supprimant des postes ou en étirant leurs horaires de travail.

Des gestes qui, ils l'espèrent, empêcheront les coiffeurs de fermer boutique dans ce contexte difficile.

Source : [Bfmtv](#)

Les salons de coiffure français confrontés à une hausse fulgurante de faillites en 2023



Les salons de coiffure en France ont connu un premier semestre difficile en 2023, avec une hausse marquée de 49 % des faillites par rapport à la même période en 2022. Les salons indépendants, de petite taille, et situés dans les villes moyennes et les grandes villes seraient les plus menacés.

Un début d'année délicat pour les salons de coiffure

Lors de la crise du Covid-19, les Français s'étaient rués dans les salons de coiffure à l'issue du premier confinement au printemps 2020, se rappelant au passage (pour ceux l'ayant oublié) à quel point les coiffeurs pouvaient être « [essentiels](#) », selon le terme consacré à l'époque.

Entre-temps, le contexte a changé et l'horizon s'est assombri pour les professionnels du cheveu. Selon des données publiées au début de ce mois d'août par le cabinet Altares, le nombre des faillites de salons de coiffure enregistré dans l'Hexagone du 1er janvier au 30 juin 2023 a connu une forte hausse évaluée à +49 % par rapport à la même période en 2022. En comparaison de l'année 2021, cette augmentation des défaillances chez les coiffeurs atteint même +181 % !

En valeur absolue, au cours de ce premier semestre 2023, la France a recensé l'ouverture de 602 procédures de liquidation, de redressements judiciaires et de sauvegarde.

Ce constat portant sur les six premiers mois de l'année n'a guère incité à l'optimisme Thierry Millon, directeur des études chez Altares, quant aux prévisions pour le deuxième semestre. « Sur la totalité de l'année 2023, je n'exclus pas que nous touchions un pic historique de défaillances, dépassant largement le millier de procédures », a-t-il anticipé.

En remontant dans le temps, aucune année au cours des 25 dernières écoulées n'avait présenté des chiffres de défaillances aussi mauvais que ceux de 2023, à l'exception de l'année 2015 et ses 1 089 défaillances de salons de coiffure.

« Trop » de salons de coiffure depuis la crise sanitaire ?

De tels chiffres représentent-ils une tendance de fond ou de simples difficultés conjoncturelles ? Le quotidien Sud-Ouest cite quant à lui les propos de [Christophe Doré](#), président de l'Union nationale des entreprises de coiffure (Unec), qui ne voit « rien d'alarmant » dans cette situation mais plutôt une « régulation » du secteur. Selon lui, « depuis le Covid, il y a un grand nombre d'établissements de coiffure qui se sont créés, mais peut-être qu'il y en a trop ». « Ce n'est pas en multipliant les salons qu'on arrivera à mieux se partager le gâteau », ajoute-t-il.

Si l'Hexagone enregistre actuellement la présence de plus de 100 000 établissements de coiffure sur son sol d'après les données de l'Unec, les salons en représentent environ les deux tiers. Quant au tiers restant, il s'agit principalement de coiffeurs à domicile. Par ailleurs, ce nombre était évalué à 85 000 cinq ans auparavant...

Tous les salons de coiffure français courent-ils les mêmes risques de faillites ? Pas vraiment si l'on en croit Thierry Millon, pour qui les « salons indépendants, de petite taille avec en général moins de trois salariés » sont les établissements les plus vulnérables. D'autant plus lorsqu'ils sont situés dans des villes moyennes ou des grandes villes car la concurrence est souvent rude dans ces secteurs et ils doivent également rivaliser avec les salons de coiffure des grandes chaînes.

Des changements d'habitudes dictés par l'inflation

La concurrence n'est toutefois pas la seule raison avancée pour expliquer cette mise en difficulté de nombreux salons de coiffure à travers le pays.

Après avoir subi les confinements, le couvre-feu ou encore la hausse du coût de l'énergie, les coiffeurs français doivent désormais composer avec l'inflation, synonyme d'une baisse du pouvoir d'achat pour leur clientèle habituelle. Un phénomène qui a des conséquences bien réelles : selon Christophe Doré, le nombre moyen de visites annuelles pour les femmes (quatre) comme pour les hommes (six) dans les salons de coiffure est en baisse depuis plusieurs mois tandis que certains clients ont changé leurs habitudes de coiffure afin de réaliser des économies.

Un manque à gagner qui pèse d'autant plus sur les trésoreries des salons de coiffure n'ayant pas encore remboursé [les prêts garantis par l'État](#) (PGE) accordés pendant la période du Covid. Entre 2020 et 2021, plus de 18 000 établissements de coiffure en auraient ainsi bénéficié.